

« Français, vos papiers ! » Le flicage plutôt que le dépistage

écrit par Christine Tasin | 2 avril 2020



« Français, vos papiers ! » Le flicage plutôt que le
dépistage

[30 MARS 2020](#) | MICHEL GEOFFROY

Par Michel Geoffroy, auteur de [La Super-classe mondiale contre les peuples](#) ♦ Le ministre de l'Intérieur en avait sans doute rêvé : voilà les Français assignés à résidence pour une durée indéterminée. Et les rassemblements interdits. Finis les Gilets jaunes ! Oubliée la claque reçue par le parti présidentiel lors du premier tour des municipales ! Puisque de toute façon le second tour n'est pas pour demain.

Avec le coronavirus, on a enfin muselé ces Gaulois jamais contents. Ah, Dieu, que la pandémie est jolie !

Les Français, coupables de l'épidémie

Faute de masques, de dispositifs de dépistage, de respirateurs, et compte tenu de la saturation de notre système hospitalier, le gouvernement ne pouvait que prendre la voie du confinement durable des Français.

Même si cela surprend les Chinois et suscite les critiques

du corps médical. Mais le conseil scientifique, qui semble désormais diriger la France, en a, paraît-il, décidé ainsi. *Don't acte.*

Ah ! Ces cochons de Français rebelles au confinement, aux *gestes barrière* et à la *distanciation sociale*, on va les mâter !

Les médias et les ministres ne cessent de les diaboliser : bientôt la pandémie sera de leur faute. Pas celle de la mondialisation débridée, du sans-frontiérisme, de la réduction des emplois et des dépenses publiques au nom du pacte de stabilité européen et de la bureaucratisation des professions de santé.

Non, c'est la faute aux Français qui ne se confinent jamais assez bien !

Curieusement on nous parle moins de ce qui se passe dans les banlieues ou les quartiers de l'immigration, manifestement à des années-lumière du confinement national. Mais il paraît que «*ce n'est pas une priorité que de faire respecter dans les quartiers les fermetures de commerces et de faire cesser les rassemblements*», pour le Secrétaire d'État Laurent Nuñez. Il ne faut pas les *stigmatiser* comme dirait Sibeth Ndiyae, la porte-parole du gouvernement.

De même on glisse sur les bobos, alliés du pouvoir, qui ont quitté les villes pour se réfugier à la campagne, emportant nonchalamment le virus avec eux.

Non ce qui importe ce sont, encore et toujours, ces maudits français *souchiens*, ceux de la France périphérique, qui d'après nos médias ne comprendraient jamais rien.

Avec le coronavirus, on va plus loin

Le choix gouvernemental du confinement permet d'aller encore plus loin dans le flicage des Français.

Le gouvernement a déjà rétabli les *Ausweis* : pour sortir il faut désormais exhiber le bon *papier* lors des contrôles. Sinon, *Achtung* ! On menace les Français d'amendes alourdies, voire de prison, au moment où le ministre de la Justice souhaite relaxer 5 000 détenus en fin de peine pour... lutter contre l'épidémie dans les maisons d'arrêt. Comprenez qui pourra.

Peut-être demain rétablira-t-on les tickets de rationnement, comme au bon vieux temps, pour empêcher les autochtones de faire trop souvent leurs courses ? Le préfet de l'Aisne ne voulait-il pas interdire la vente d'alcool comme au temps de la prohibition ?

Certains maires mettent déjà en place un couvre-feu avec l'accord des préfets, donc de l'État (mais pas en Seine-Saint-Denis, ce ne serait pas *approprié*, nous dit-on). D'autres rêvent de géolocalisation qui permettrait de mieux pister les malades et surtout les Français récalcitrants. On lâche les drones de surveillance.

On en vient donc à adopter ce que l'on condamnait hier en Chine.

Où va-t-on s'arrêter ?

L'état d'urgence était-il urgent ?

Emmanuel Macron a déjà fait entrer en 2017 les dispositions de l'état d'urgence contre le terrorisme dans le droit commun, ce qui signifie qu'il a réduit à due concurrence les libertés des Français. Mais cela ne suffisait pas, manifestement.

Nous voilà donc maintenant sous le régime de *l'état d'urgence sanitaire*, qui autorise de nouvelles restrictions aux libertés et au droit de propriété, pour une durée de deux mois. Au-delà il faudra une loi pour le proroger, mais,

comme LREM a encore la majorité des suffrages à l'Assemblée nationale, cela ne constitue pas vraiment une garantie !

En outre, l'état d'urgence sanitaire concerne tous les Français sans restriction, alors que les mesures antiterroristes ne touchaient qu'un nombre limité de personnes.

Mais cette urgence était-elle nécessaire ? Pour fabriquer des masques ? Pour construire des hôpitaux ? Ou pour continuer de déconstruire le droit social ?

La peur, c'est bon pour l'audience, coco !

Les mêmes qui, il y a quelques semaines encore, relayaient les messages lénifiants de Mme Buzyn alors ministre de la Santé, nous bombardent maintenant de nouvelles toujours plus effrayantes, appliquant une nouvelle fois une vieille recette de la désinformation : **la méthode du fil de fer**, consistant à tordre l'opinion dans un sens et dans un autre, pour la briser.

On nous dit que, dans l'Est, les cadavres vont s'entasser dans les patinoires. Dans les EHPAD, nos anciens tomberaient comme des mouches. On s'attendrait à des centaines de milliers de morts. Nous ne sommes qu'au début de la crise, avertissent les experts médiatiques. Voyez ce qui se passe en Italie...

La peur, c'est bon pour l'audience, donc pour la pub, coco ! Et le confinement c'est aussi bon pour l'audimat et la propagande !

La peur, instrument de la stratégie du chaos

La peur permet surtout la sidération de la population. **Elle nous fait entrer dans l'émotionnel** et abandonner le rationnel.

Elle relève de la stratégie du chaos, qui sert à

déconstruire les défenses immunitaires du corps social, pour lui imposer ce qu'il ne veut pas.

Comme l'écrivait Jacques Attali, « *l'histoire nous apprend que l'humanité n'évolue significativement que lorsqu'elle a vraiment peur* [\[1\]](#) ». C'est pourquoi le mondialisme va de pair avec le catastrophisme : l'annonce par les experts (les sachants) de catastrophes à venir permet de justifier la marche vers un gouvernement mondial auprès de la population.

Aujourd'hui, le coronavirus a nettement remplacé les vociférations de Greta Thunberg, dans le registre de la peur surmédiatisée en Occident.

Un flicage disproportionné

Nos concitoyens ont peur de l'épidémie et globalement, malgré ce que prétendent les médias, ils respectent les règles de confinement. Il suffit de voir nos villes vidées de leurs habitants pour s'en convaincre. Même s'ils se montrent critiques vis-à-vis de la façon dont on a géré jusqu'à présent l'épidémie et s'ils se méfient des mensonges du pouvoir [\[2\]](#).

Dans ce contexte, le prurit répressif qui s'est emparé des autorités et des édiles, semble plus que disproportionné. Mais il est, avec la propagande et ses mensonges, une composante essentielle de la macronie.

Il sert aussi à masquer la médiocre efficacité de nos autorités dans la gestion, jusqu'à présent, de cette crise.

Face au virus, le flicage ne remplacera pas le dépistage. Mais il risque de renforcer la dictature Macron.

Michel Geoffroy

30/03/2020

[\[1\]](#) *L'Express* du 3 mai 2009.

[2] Selon un sondage Elabe pour BFMTV, publié le 25 mars 2020, trois Français sur quatre considèrent que la France n'est pas préparée pour lutter contre l'épidémie. La moitié n'approuve pas les actions du gouvernement. Enfin, près de neuf sondés sur dix sont préoccupés par la situation.



Michel Geoffroy

Michel Geoffroy, ENA. Essayiste, contributeur régulier à la Fondation Polémia ; a publié en collaboration avec Jean-Yves Le Gallou différentes éditions du "Dictionnaire de Novlangue".

<https://www.polemia.com/francais-vos-papiers-le-flicage-plutot-que-le-depistage/#prettyPhoto>